



CHAPITRE 152

Loi des électriciens et installations électriques

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Restriction.

1. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux mines régies par la Loi des mines (chap. 89). S. R. 1941, c. 172, a. 48.

Définitions:

« édifices publics »;

2. Les expressions, termes et mots suivants ont, dans la présente loi, l'application et le sens qui leur sont ci-après attribués:

1° Les mots « édifices publics » ont le sens qui leur est donné dans la Loi de la sécurité dans les édifices publics (chap. 149), et comprennent en outre les établissements industriels visés par la Loi des établissements industriels et commerciaux (chap. 150), les garages dont la surface de plancher excède six mille pieds carrés, les chambres de transformateurs et toutes installations de transformateurs sur poteaux ou autres supports établis sur une propriété particulière;

« propriétaires d'édifices publics »;

2° Les mots « propriétaires d'édifices publics » signifient et comprennent les particuliers, compagnies et corporations qui sont propriétaires, locataires ou possesseurs, à quelque titre que ce soit, de quelque'un des édifices mentionnés dans le paragraphe 1° ci-dessus, et leurs agents;

« installations électriques »;

3° Les mots « installations électriques » signifient et comprennent toutes les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique et de force motrice électrique, y compris dans tous les cas les fils, câbles, conduits, accessoires, dispo-

CHAPTER 152

Electricians and Electrical Installations Act

DIVISION I

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

Restriction.

1. The provisions of this act shall not apply to mines governed by the Mining Act (Chap. 89). R. S. 1941, c. 172, s. 48.

Définitions:

2. The following expressions, terms and words in this act shall have the meaning and application hereinafter given them:

(1) The words "public buildings" shall have the meaning given to them in the Public Buildings Safety Act (Chap. 149), and shall include, in addition, the industrial establishments contemplated by the Industrial and Commercial Establishments Act (Chap. 150), garages having a floor space in excess of six thousand square feet, transformer rooms and all installations of transformers on posts or other supports set up on any private property;

(2) The words "owners of public buildings" mean and include persons, companies and corporations, who are owners, tenants or occupants, under any title, of any building mentioned in the foregoing paragraph 1, and their agents;

(3) The words "electrical installations" mean and include: all installations for electric lighting, electric heating or electric power, including, in every instance, wires, cables, conduits, accessories, electrical appliances and apparatus forming

sitifs et appareils électriques formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction le plus rapproché de la ligne du service public;

« minist-
tre »;

4° Le mot « ministre » signifie le ministre du travail;

« maître
électricien »,
« entre-
preneur
électricien »;

5° Les mots « maître électricien » et « entrepreneur électricien » signifient et comprennent toute personne, compagnie, association ou corporation qui fait affaires comme tel ou qui prend à son compte des travaux d'installation électrique, nouvelle ou existante, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques pour fins de pouvoir, d'éclairage ou de chauffage, que tels travaux soient exécutés à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement. Le « maître électricien » et « l'entrepreneur électricien » doivent détenir à ces fins la licence « A » ou la licence « B », selon le cas, d'après les dispositions de l'article 21 de la présente loi;

« compa-
gnon
électricien »;

6° Les mots « compagnon électricien » signifient et comprennent toute personne qui fait des travaux d'installation électrique nouvelle ou existante, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques, pour fins de pouvoir, d'éclairage ou de chauffage au compte d'un entrepreneur électricien. Cette personne doit détenir à ces fins la licence « C » d'après les dispositions de l'article 21 de la présente loi;

« exami-
nateurs »,
« bureau
des exami-
nateurs »;

7° Les mots « examinateurs », « bureau des examinateurs » et « bureau des examinateurs électriciens » signifient le bureau des examinateurs électriciens de la province de Québec, et le mot « examinateur » désigne une personne qui fait partie du bureau;

« licen-
ce »;

8° Le mot « licence » signifie un permis de faire affaires, d'entreprendre ou de travailler, aux termes de la classification des licences, tel que prévu à l'article 21 de la présente loi;

« certi-
ficat ».

9° Le mot « certificat » signifie une déclaration d'acceptation d'une installation visée à l'article 7 de la présente loi.

part of the installation itself, being attached thereto or used for connecting the installation with the public or the municipal service system supplying it, which connecting point shall be on the wall of the building or construction nearest to the public service line;

(4) The word "Minister" means the Minister of Labour;

(5) The words: "master electrician" and "contracting electrician" mean and include any person, company, association or corporation doing business as such or undertaking on his or its own account, work for new or existing electrical installation, the renewing, repairing or changing of electrical wires, conduits or apparatus for power, lighting or heating purposes, whether such work be done by the hour, day or for a lump sum, by verbal agreement, written contract or otherwise. The "master electrician" and the "contracting electrician" must hold, for such purposes, license "A" or license "B", as the case may be, in accordance with the provisions of the section 21 of this act;

(6) The words "journeyman electrician" mean and include any person who works on a new or existing electrical installation, at renewing, repairing or changing electrical wires, conduits or apparatus, for power, lighting or heating purposes, on a contracting electrician's account. Such person must, for such purpose, hold license "C" in accordance with section 21 of this act;

(7) The words "examiners", "board of examiners" and "board of examining electricians" mean the board of examining electricians of the Province of Quebec, and the word "examiner" means a member of the board;

(8) The word "license" means a permit to do business, contract or work, according to the terms of the classification of licenses, as provided in section 21 of this act;

(9) The word "certificate" means a declaration of acceptance of an installation covered by section 7 of this act. R. S.

S. R. 1941, c. 172, a. 2; 6 Geo. VI, c. 48, aa. 1 et 2; 7 Geo. VI, c. 30, a. 1.

1941, c. 172, s. 2; 6 Geo. VI, c. 48, ss. 1 and 2; 7 Geo. VI, c. 30, s. 1.

SECTION II

DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Approba-
tion des
plans.

3. Tous les plans des installations électriques nouvelles ou de toute modification apportée à une installation électrique existante, dans les édifices publics, doivent être soumis au bureau des examinateurs électriciens et approuvés par l'un des examinateurs avant que les travaux soient commencés.

Approba-
tion pro-
visoire.

Le bureau des examinateurs électriciens peut donner une approbation provisoire pour faciliter la demande de soumissions; cette approbation provisoire est donnée gratuitement mais ne constitue pas une acceptation finale de l'installation électrique.

Excep-
tion.

Les plans ne sont pas exigés dans le cas d'installation faite dans les maisons d'école situées en dehors d'une cité ou d'une ville, lorsque le gardien, les instituteurs ou les institutrices n'y ont pas leur logement. S. R. 1941, c. 172, a. 3.

Permis
requis.

4. Toute personne, compagnie, association ou corporation désirant faire des travaux d'installation électrique, soit comme additions ou modifications à une installation électrique existante ou comme installation électrique nouvelle, doit, avant de commencer les travaux, obtenir un permis du bureau des examinateurs; le permis n'est émis qu'à un détenteur de la licence « A » ou de la licence « B » qui en fait la demande.

Affichage.

Ce permis doit être affiché à l'endroit des travaux, dans un lieu visible et accessible. S. R. 1941, c. 172, a. 4.

Licence
requis.

5. Excepté dans les cas ci-après prévus, toute personne, compagnie, association ou corporation qui fait des travaux d'installations électriques comme entrepreneur électricien ou comme compagnon électricien, doit, sous les pénalités ci-après édictées, obtenir au préalable une licence du bureau des examinateurs électriciens, conformément à la loi. S. R. 1941, c. 172, a. 5.

DIVISION II

ELECTRICAL INSTALLATIONS

Approval
of plans.

3. All the plans of new electrical installations or of any change in an existing electrical installation, in public buildings, must be submitted to the board of examining electricians and approved by one of the examiners before the work is begun.

Provi-
sional
approval.

The board of examining electricians may grant provisional approval in order to facilitate the calling for tenders; such provisional approval shall be given free of charge but shall not constitute a final acceptance of the electrical installation.

Plans not
required.

Plans shall not be required in the case of an installation affected in school houses situated outside of a city or town, when the janitor or the teachers do not lodge therein. R. S. 1941, c. 172, s. 3.

Permit.

4. Every person, company, association or corporation wishing to do electrical installation work, whether as additions to or changes in an existing electrical installation or a new electrical installation, must obtain, before commencing the work, a permit from the Board of examiners; no permit may be issued except to a holder of the license "A" or "B", applying therefor.

Posting
up.

Such permit must be posted up where the work is being carried on, in a visible and accessible place. R. S. 1941, c. 172, s. 4.

License.

5. Except in the cases hereinafter provided for, every person, company, association or corporation who or which carries on electrical installation work, as a contracting electrician or as a journeyman electrician, must, under the penalties hereinafter enacted, first obtain a license from the board of examining electricians, according to law. R. S. 1941, c. 172, s. 5.

Raccorde-
ment
interdit
avant ins-
pection.

6. Les compagnies de services publics ou les services municipaux ne peuvent raccorder à leurs réseaux aucune installation électrique, à moins qu'elle n'ait été inspectée et approuvée par le bureau des examinateurs électriciens et qu'un certificat d'acceptation et un ordre de raccordement n'aient été émis par un des examinateurs. S. R. 1941, c. 172, a. 6.

Inspect-
tion.

7. Toute installation électrique doit être inspectée par un des inspecteurs électriciens du bureau des examinateurs, lequel donne, en double, un certificat d'acceptation à l'entrepreneur électricien, si l'installation est conforme aux prescriptions de la présente loi et aux règlements qui peuvent être édictés en vertu de cette loi. S. R. 1941, c. 172, a. 7.

Condi-
tions.

8. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire les conditions auxquelles les licences prévues à l'article 21 et les certificats prévus à l'article 7 de la présente loi sont émis, leur durée et les honoraires exigibles et de fixer les honoraires d'inspection et d'approbation des plans prévus à l'article 3. S. R. 1941, c. 172, a. 8.

Installations
défectueu-
ses.

9. Les examinateurs peuvent, avec l'approbation du ministre, déclarer défectueuse toute installation électrique existante dans les édifices publics et constructions quelconques et ordonner les modifications qui doivent y être faites, et toute personne, compagnie, association ou corporation qui ne se conforme pas aux ordres desdits examinateurs à cet effet, est passible des pénalités prévues à l'article 34 de la présente loi. Les compagnies de services publics ou les services municipaux doivent enlever le raccordement, sur l'ordre des examinateurs, de toute installation électrique déclarée défectueuse. S. R. 1941, c. 172, a. 9.

Règle-
ments.

10. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

a) De prescrire les matériaux, accessoires et appareils électriques qu'il est permis d'utiliser dans les travaux d'installation électrique dans cette province;

b) De défendre le commerce, la vente, l'utilisation ou toute disposition que ce

6. Public service companies or municipal services shall not connect with their systems any electrical installation unless such electrical installation has been inspected and approved by the board of examining electricians and a certificate of acceptance and an order to connect have been issued by one of the examiners. R. S. 1941, c. 172, s. 6.

Connect-
ing prohi-
bited until
inspec-
tion.

7. Every electrical installation must be inspected by one of the inspector-electricians of the board of examiners who shall give in duplicate to the contracting electrician a certificate of acceptance if the installation complies with the requirements of this act and of the regulations which may be made thereunder. R. S. 1941, c. 172, s. 7.

Inspection.

8. The Lieutenant-Governor in Council may prescribe the conditions under which the licenses provided for by section 21 and the certificates provided for by section 7 of this act shall be issued, as well as their duration and the fees to be exacted and fix the fees for inspection and approval of the plans contemplated in section 3. R. S. 1941, c. 172, s. 8.

Condi-
tions.

9. The examiners may, with the approval of the Minister, declare any existing electrical installation in public buildings, or in any constructions, to be defective, and may order the necessary alterations to be made therein, and every person, company, association or corporation, failing to comply with the said examiners' orders to that effect, shall be liable to the penalties provided by section 34 of this act. Public service companies or municipal services shall, upon an order of the examiners, sever the connection with any electrical installation declared to be defective. R. S. 1941, c. 172, s. 9.

Defective
installa-
tion.

10. The Lieutenant-Governor in Council may:

Regula-
tions.

(a) Prescribe the materials and electrical accessories and apparatus which may be used in electrical installation work in the Province;

(b) Prohibit the trading in, selling, using or otherwise disposing of materials, ac-

soit de tous matériaux, accessoires, dispositifs, fils, câbles et appareils pour fins d'éclairage, de force motrice ou de chauffage électrique, non approuvés pour des fins d'installations électriques. S. R. 1941, c. 172, a. 10.

cessories, appliances, wires, cables and apparatus for electric lighting, motive power or heating, which have not been approved for the purposes of electrical installations. R. S. 1941, c. 172, s. 10.

Exception.

11. La présente loi et les règlements édictés sous son autorité n'affectent pas les travaux dans les stations électriques ou leurs succursales qui servent à la génération, la transformation ou la distribution d'un pouvoir électrique, soit par une corporation de service public ou par un département municipal, lorsque le travail est fait par leurs employés sous le contrôle et la direction des officiers de ladite corporation ou dudit service municipal. S. R. 1941, c. 172, a. 11.

11. This act and the regulations made under its authority shall not affect work in electrical stations or their branches used for generating, transforming or distributing electric power, either by a public service corporation or by a municipal department, when the work is done by their employees under the control and direction of the officers of the said corporation or municipal service. R. S. 1941, c. 172, s. 11.

Exceptions.

Mécaniciens de machines fixes.

12. Tout mécanicien de machine fixe portant un diplôme de première ou de deuxième classe a droit de faire des travaux d'améliorations ou de réparations des moteurs et dynamos sans détenir la licence requise à cette fin par la présente loi, mais seulement dans l'établissement où il est régulièrement employé. S. R. 1941, c. 172, a. 12.

12. Every stationary engineer holding a first or second class diploma shall have the right to do improvement and repair work on motors and dynamos without the license required for such purpose by this act, but only in the establishment where he is regularly employed. R. S. 1941, c. 172, s. 12.

Stationary engineer.

Inspection annuelle.

13. Les installations électriques dans les édifices publics sont assujetties à l'inspection annuelle; cette inspection est gratuite. S. R. 1941, c. 172, a. 13; 6 Geo. VI, c. 48, a. 3.

13. The electrical installations of public buildings must be inspected annually; such inspection shall be gratuitous. R. S. 1941, c. 172, s. 13; 6 Geo. VI, c. 48, s. 3.

Annual inspection.

Édifices considérés comme édifices publics.

14. Dans le but d'assurer le plus de protection possible et pour les fins d'application de la présente loi, tout édifice ou toute construction, même occupé seulement en partie comme édifice public, au sens du paragraphe 1^o de l'article 2 de la présente loi, est considéré comme édifice public dans son entier et, comme tel, est soumis aux exigences du bureau des examinateurs en ce qui concerne les installations électriques. S. R. 1941, c. 172, a. 14.

14. In order to assure the greatest possible protection and for the purpose of applying this act, any building or construction, even though only partly occupied as a public building, within the meaning of paragraph 1 of section 2 of this act, shall be deemed to be a public building in its entirety, and, as such, shall be subject to the requirements of the Board of examiners as regards electrical installations. R. S. 1941, c. 172, s. 14.

Buildings deemed public buildings.

Pouvoirs de la Sûreté.

15. Tout inspecteur nommé en vertu de la présente loi ainsi que tout membre de la Sûreté provinciale a le droit de demander à toute personne, compagnie, association ou corporation, de lui exhiber la ou les licences prévues à l'article 24 de la

15. Any inspector appointed under this act as well as any member of the Provincial Police Force shall have the right to require any person, company, association or corporation to show to him the license or licenses provided for by

Powers of Provincial Police Force.

présente loi, et de demander la preuve qu'elle s'est conformée à la loi, et, à défaut ledit inspecteur ou ledit membre de la Sûreté provinciale a le droit d'arrêter immédiatement les travaux en marche et doit aviser le bureau des examinateurs de toute infraction à cette loi. S. R. 1941, c. 172, a. 15; 9-10 Eliz. II, c. 18, a. 4.

Traitements.

16. Les traitements des examinateurs, des inspecteurs et des autres fonctionnaires requis pour l'exécution de la présente loi sont fixés conformément à la Loi du service civil (chap. 13). S. R. 1941, c. 172, a. 16; 6 Geo. VI, c. 48, a. 4; 7 Geo. VI, c. 9 a. 3.

Droit d'accès.

17. Tout examinateur et tout inspecteur nommés en vertu de cette loi peuvent, pourvu que ce soit à une heure raisonnable, avoir accès à, entrer dans ou traverser tout terrain, édifice ou lieu dans le but d'accomplir les devoirs qui lui sont conférés sous l'autorité de la présente loi. S. R. 1941, c. 172, a. 17.

Responsabilité exclue.

18. Rien dans la présente loi ou dans les règlements mis en vigueur sous son autorité ne doit être considéré comme rendant responsables les examinateurs, les inspecteurs ou les autres fonctionnaires ou employés, pour aucun dommage ou perte causé à toute personne ou propriété par suite de déficiences dans le travail, les matériaux, les accessoires ou appareils mentionnés dans la présente loi ou par suite d'un règlement ou d'un ordre du bureau des examinateurs, nonobstant le fait qu'une inspection aurait été faite ou un certificat émis par le bureau des examinateurs, par un de ses inspecteurs ou par d'autres fonctionnaires ou employés. S. R. 1941, c. 172, a. 18.

section 24 of this act, and he shall also have the right to demand proof that the law has been complied with, and, failing which, the said inspector or the said member of the Provincial Police Force shall have the right to stop immediately the work under way and shall notify the Board of examiners of every violation of this act. R. S. 1941, c. 172, s. 15; 9-10 Eliz. II, c. 18, s. 4.

Salaries.

16. The salaries of the examiners, inspectors and other officers required for the carrying out of this act shall be fixed in conformity with the Civil Service Act (Chap. 13). R. S. 1941, c. 172, s. 16; 6 Geo. VI, c. 48, s. 4; 7 Geo. VI, c. 9, s. 3.

Right of entrance.

17. Every examiner and every inspector appointed under this act may, provided it be at a reasonable hour, have access to, enter upon or cross any lot, building or place for the purpose of performing the duties devolving upon him under the authority of this act. R. S. 1941, c. 172, s. 17.

Examiners, not responsible.

18. Nothing in this act or in the regulations put into effect under its authority shall be deemed to render the examiners, the inspectors or other officers or employees responsible for any damage or loss caused to any person or property through defects in the work, materials, accessories or apparatus mentioned in this act, or through a regulation or an order of the examiners, notwithstanding the fact of an inspection having been made or a certificate issued by the Board of examiners, by one of its inspectors or by another officer or employee. R. S. 1941, c. 172, s. 18.

SECTION III

DES EXAMINATEURS

DIVISION III

EXAMINERS

Composition du bureau des examinateurs.

19. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un bureau d'examineurs composé de trois membres choisis parmi des électriciens compétents, âgés de pas moins de vingt-cinq ans et d'au moins cinq années d'expérience comme compa-

19. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Board of examiners consisting of three members, to be chosen from competent electricians, not under twenty-five years of age, and having at least five years experience as journeymen

Board of examiners.

gnons électriciens. Les personnes ainsi nommées doivent, en outre, parler et écrire correctement les langues française et anglaise.

Examina-
teur en
chef.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, parmi les trois membres de ce bureau, un examinateur en chef qui peut être aussi nommé directeur du service. S. R. 1941, c. 172, a. 19; 6 Geo. VI, c. 48, a. 5.

Devoirs.

20. Les devoirs de ces officiers sont les suivants :

1° Examiner tous les plans des installations électriques qui sont soumis;

2° Faire subir des examens aux aspirants électriciens et émettre des licences;

3° Tenir des séances d'examens dans les localités qu'il plaira au ministre de fixer;

4° Préparer un programme d'examens, composer des formules et autres documents pour les fins d'examens, percevoir les honoraires, tenir des registres, diriger les travaux des inspecteurs électriciens et voir, en général, aux détails d'administration du bureau des examinateurs;

5° Émettre les permis d'installation électrique, tel que prévu à l'article 4 de la présente loi;

6° Spécifier quels matériaux, appareils et accessoires peuvent être employés dans les travaux d'installation électrique, soit pour l'éclairage, la force motrice ou le chauffage.

Archives
et rap-
ports.

Ces officiers doivent conserver dans les archives de leurs bureaux un record de chaque licence et de chaque certificat émis par eux, et préparer des rapports sur les opérations de leurs bureaux aussi souvent qu'ils en sont requis par le ministre.

Sous-
classifi-
cation
des
licences.

Ils peuvent, sujet à l'approbation du ministre faire une sous-classification des licences prévues à l'article 21 de la présente loi, s'ils le jugent à propos dans l'intérêt général du service, et les honoraires qui seront exigés en rapport avec cette sous-classification, seront ceux fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre. S. R. 1941, c. 172, a. 20.

electricians. The persons so appointed must, in addition, be able to speak and write French and English correctly.

The Lieutenant-Governor in Council ^{Chief examiner.} may appoint, from the three members of such board, a chief examiner, who may be also appointed director of the service. R. S. 1941, c. 172, s. 19; 6 Geo. VI, c. 48, s. 5.

20. The duties of such officers shall be ^{Duties.} as follows:

(1) To examine all the plans of electrical installations submitted to them;

(2) To examine all those desiring to become electricians, and issue licenses;

(3) To hold examinations in such places as the Minister may be pleased to select;

(4) To draw up a programme for the examinations, prepare forms and other documents for the same, collect fees, keep registers, direct the work of the inspector-electricians and, generally, attend to the details of the administration of the Board of examiners;

(5) To issue permits for electrical installation, as provided in section 4 of this act;

(6) To specify what materials, apparatus and accessories may be used in electrical installation work, whether for lighting, power or heat.

Such officers shall keep, in the archives ^{Archives and reports.} of their offices, a record of each license and certificate given by them, and draw up reports on the operations of their offices whenever called upon by the Minister so to do.

They may, subject to the approval of the Minister, make a sub-classification ^{Sub-classification.} of licenses covered by section 21 of this act, if they deem it expedient in the general interest of the service, and the fees to be exacted in connection with such sub-classification shall be such as may be fixed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister. R. S. 1941, c. 172, s. 20.

SECTION IV

DES LICENCES

Formes : 21. Il sera émis six formes de licences désignées comme suit: « A », « B », « C », « D », « E » et « F ».

Licence « A ». La licence « A » peut être émise à toute personne qui a subi avec satisfaction l'examen prescrit pour un compagnon électricien et qui a produit une demande d'inscription comme entrepreneur ou maître électricien au bureau des examinateurs et payé l'honoraire prescrit par la présente loi.

Licence « B ». La licence « B » peut être accordée à toute compagnie, association ou corporation faisant affaires ou désirant faire affaires comme entrepreneur d'installations électriques, pourvu qu'un des membres de ladite compagnie, association ou corporation ait en sa possession une licence de compagnon électricien donnée par les examinateurs et que l'honoraire pour cette licence « B » ait été payé.

Cas spéciaux. Les examinateurs peuvent dans des cas spéciaux, s'ils le jugent à propos, émettre cette licence à un particulier n'ayant pas d'expérience en électricité qui désirerait faire lui-même le commerce d'entrepreneur électricien, pourvu que les travaux d'installation électrique soient confiés à un, ou à des compagnons électriciens licenciés à son emploi.

Licence « C ». La licence « C » est celle qui peut être accordée à un compagnon électricien d'au moins quatre années d'expérience, lequel, après avoir passé son examen avec succès et s'être conformé en tous points aux prescriptions contenues dans les formules préparées par les examinateurs, a payé l'honoraire prescrit par la présente loi.

Photo. Tout détenteur de cette licence doit y apposer sa photographie qui doit être de dimensions telles qu'elle ne couvre pas ce qui est imprimé ou écrit sur cette licence.

Licence « D ». La licence « D » est celle qui autorise une personne à prendre charge d'une machine pour la production des vues animées.

Conditions. Tout aspirant à cette licence doit être âgé de pas moins de dix-huit ans, doit subir un examen devant les examinateurs, obtenir une licence et payer l'honoraire prescrit par la présente loi. L'opérateur doit tenir affichée, dans un endroit visible

DIVISION IV

LICENCES

21. Six license forms shall be issued, designated as follows: "A", "B", "C", "D", "E" and "F".

License "A" may be issued to any person who has satisfactorily passed the examination prescribed for journeymen electricians, and has filed an application to be registered as a contracting or master electrician in the examiners' office, and paid the fee prescribed by this act.

License "B" may be granted to any company, association, or corporation doing or wishing to do business as contractor for electrical installation, provided one of the members of the said company, association or corporation holds a license of journeyman electrician given by the examiners, and the fee for such license "B" has been paid.

The examiners may, in special cases if they deem proper, issue such license to a person having no experience in electricity who wishes to carry on himself the business of a contracting electrician, provided that the work of electrical installation be entrusted to one or more licensed journeymen electricians in his employ.

License "C" is that which may be given to a journeyman electrician, having at least four years experience, and who, after passing his examination successfully and complying in every respect with the prescriptions contained in the forms prepared by the examiners, has paid the fee prescribed by this act.

Every holder of such license must attach thereto his own photograph, which shall be of such dimensions as not to cover the printed or written matter on the license.

License "D" is that authorizing a person to take charge of a moving-picture machine.

Every person applying for this license must be not less than eighteen years of age, and must pass an examination before the examiners, obtain a license, and pay the fee prescribed by this act. The operator must keep posted up, in a conspicuous

dans la chambre d'opération, la licence qui lui a été accordée et à laquelle il aura apposé sa propre photographie, qui doit être de dimensions telles qu'elle ne couvre pas ce qui est imprimé ou écrit sur la licence.

place in the operating room, the license granted him, to which he has attached his own photograph, which shall be of such dimensions as not to cover the printed or written matter on the license.

Licence « E ».

La licence « E » est une licence spéciale autorisant une personne qui a des connaissances en électricité à faire des travaux de réfection et d'entretien d'installations électriques dans l'établissement où il est employé. L'aspirant à cette licence doit subir un examen devant le bureau des examinateurs.

License "E" is a special license authorizing a person with a knowledge of electricity to do work in repairing and maintaining electrical installations in the establishment in which he is employed. The applicant for this license shall undergo examination before the board of examiners.

Licence "E".

Licence « F ».

La licence « F » peut être accordée à toute personne préposée à la conduite de machines mues par l'électricité telles que les grues, les treuils, les ponts roulants ou toutes autres machines que détermine le bureau des examinateurs comme offrant certains dangers aux opérateurs, aux ouvriers ou au public. S. R. 1941, c. 172, a. 21.

License "F" may be granted to any person in charge of the running of machinery operated by electricity, such as cranes, winches, carriers or any other machinery which the Board of examiners may declare to be dangerous to the operators, workmen or the public. R. S. 1941, c. 172, s. 21.

Licence "F".

Apprentis ou journaliers.

22. Nul apprenti ou journalier ou autre personne, non muni d'une licence à cet effet, n'a le droit de faire des installations électriques, excepté comme assistant d'un compagnon électricien licencié; et cet assistant devra constamment travailler sous la surveillance immédiate d'un compagnon électricien licencié. S. R. 1941, c. 172, a. 22.

22. No apprentice, labourer or other person, not provided with a license therefor, shall have the right to put in electrical installations except as assistant to a licensed journeyman electrician; and such assistant shall constantly work under the immediate supervision of a licensed journeyman electrician. R. S. 1941, c. 172, s. 22.

Apprentices and helpers.

Licence temporaire.

23. Une compagnie, association ou corporation, ou une personne dont le siège d'affaires est situé en dehors de la province de Québec et qui désire entreprendre ou terminer des travaux d'installation électrique aux termes de la présente loi, doit faire application au bureau des examinateurs et obtenir une licence temporaire lui permettant de continuer ses opérations pendant le temps nécessaire pour faire ou terminer son entreprise. Cette licence expire aussitôt que les travaux sont terminés. S. R. 1941, c. 172, a. 23.

23. Any company, association, corporation or person whose place of business is outside the Province of Quebec, desiring to undertake or complete electrical installation work, under the provisions of this act, must apply to the Board of examiners and obtain a temporary license allowing it or him to continue operations during the time required to perform or complete its or his contract. Such license shall expire as soon as the work is finished. R. S. 1941, c. 172, s. 23.

Temporary license.

Affichage des licences.

24. Les licences émises en faveur des compagnies ou entrepreneurs d'installations électriques doivent être affichées dans les bureaux d'administration de ces compagnies ou de ces entrepreneurs. Les licences émises aux opérateurs de

24. Every license issued to electrical installation companies or contractors must be posted up in the administration offices of such companies or contractors. The licenses issued to moving-picture operators shall be posted up, as provided in section

Posting of licenses.

cinématographes doivent être affichées de la manière prescrite à l'article 21 pour la licence « D ». Tout compagnon électricien ou porteur de toute autre licence doit constamment porter cette licence sur lui. Toute omission de faire l'affichage de la licence ou de la porter, tel que requis, constitue par elle-même une preuve du défaut de qualification. S. R. 1941, c. 172, a. 24.

21 for license "D". Every journeyman electrician or holder of any other license must always carry such license on his person. Any omission to post up the license or neglect to carry it as required shall of itself be proof of lack of qualification. R. S. 1941, c. 172, s. 24.

Renouvellement annuel des licences. 25. Les licences sont émises pour l'année et doivent être renouvelées annuellement entre le premier avril et le premier mai. S. R. 1941, c. 172, a. 25; 7 Geo. VI, c. 30, a. 2.

25. The licenses shall be issued for the year, and must be renewed annually between the 1st of April and 1st of May. R. S. 1941, c. 172, s. 25; 7 Geo. VI, c. 30, s. 2. Renewal of licenses.

Émission. 26. Les certificats, permis et licences prévus par la présente loi, sont émis par le bureau des examinateurs en la manière et d'après les formalités prescrites. S. R. 1941, c. 172, a. 26.

26. The certificates, permits and licenses provided for under this act shall be issued by the board of examiners in the manner and according to the formalities prescribed. R. S. 1941, c. 172, s. 26. Issuing of certificates.

SECTION V

DES HONORAIRES

Honoraires. 27. 1. L'honoraire pour chacune des licences « A » et « B » est de vingt-cinq dollars par année.

2. L'honoraire d'émission d'une licence temporaire, tel que prévu à l'article 23 de la présente loi, est de cinquante dollars.

3. Pour l'émission d'une licence « C » l'honoraire est de cinq dollars, et l'honoraire des renouvellements annuels subséquents est de deux dollars chacun.

4. Pour l'émission d'une des licences « D », « E » et « F » l'honoraire est de trois dollars chacune, et l'honoraire des renouvellements annuels subséquents est de un dollar chacun.

5. Tout honoraire exigé en rapport avec la sous-classification des licences, suivant le dernier alinéa de l'article 20, doit être payé tel que décrété.

6. Le bureau des examinateurs a, seul, le droit de percevoir les honoraires fixés pour l'approbation des plans, l'inspection des installations électriques et l'émission de permis dans cette province. S. R. 1941, c. 172, a. 27.

Honoraires d'examen.

28. L'honoraire pour l'examen de tout compagnon électricien qui désire obtenir

DIVISION V

FEES

27. (1) The fee for each of the licenses "A" and "B" shall be twenty-five dollars per annum. Fees.

(2) For issuing a temporary license under section 23 of this act, the fee shall be fifty dollars.

(3) For issuing license "C", the fee shall be five dollars, and the fee for subsequent annual renewals shall be two dollars each.

(4) For issuing any of the licenses "D", "E" and "F", the fee shall be three dollars each, and the fee for subsequent annual renewals shall be one dollar each.

(5) The fees exacted in connection with the sub-classification of licenses, under the last paragraph of section 20, shall be paid as prescribed.

(6) The Board of examiners, alone, shall have the right to collect the fees fixed for the approval of plans, inspection of electrical installations and issuing of permits in the Province. R. S. 1941, c. 172, s. 27.

28. The examination fee for every journeyman electrician wishing to obtain Examination fee.

un diplôme lui permettant de faire l'inspection des installations électriques et de tout ce qui se rapporte aux appareils dans cette branche de l'industrie, soit pour le compte d'un patron, d'une compagnie ou d'un service municipal, est de vingt-cinq dollars, et de cinq dollars pour tout renouvellement de la licence. S. R. 1941, c. 172, a. 28.

a diploma permitting him to inspect electrical installations and everything connected with apparatus used in this branch of industry, whether for his employer, for a company or for a municipal service, shall be twenty-five dollars, and five dollars for every renewal of the license. R. S. 1941, c. 172, s. 28.

Perception des honoraires.

29. Les honoraires pour émissions et renouvellements de licences, pour approbations de plans, les amendes prévues par la présente loi pour retard dans les renouvellements, les honoraires d'inspection et d'émission de permis et les amendes imposées par la cour sont perçus par le bureau des examinateurs et payés au ministre des finances. S. R. 1941, c. 172, a. 29.

29. The fees for the issue and renewal of licenses, for the approval of plans, the fines provided by this act for delay in the renewals and the fees for inspection and issuing of permits and the fines imposed by the courts shall be collected by the Board of examiners and be paid to the Minister of Finance. R. S. 1941, c. 172, s. 29.

Condition of fees.

SECTION VI

DES EXAMENS

Apprentissage requis.

30. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir le mode et la durée de l'apprentissage préparatoire à l'obtention des licences prévues par la présente loi. S. R. 1941, c. 172, a. 30.

30. The Lieutenant-Governor in Council may establish the manner and the duration of the apprenticeship preparatory to the obtaining of the licenses provided for by this act. R. S. 1941, c. 172, s. 30.

Apprenticeship required.

Examens.

31. Toute personne désirant obtenir une licence, soit comme compagnon électricien, opérateur de machines cinématographiques, opérateur spécial ou tout préposé aux appareils de levage, doit se présenter devant le bureau des examinateurs. Elle doit fournir des renseignements sur la durée de ses états de service dans l'emploi qu'elle occupe et fournir, en plus, des informations suffisantes sur sa conduite et sa sobriété. S. R. 1941, c. 172, a. 31.

31. Every person wishing to obtain a license, whether as a journeyman electrician, an operator of a moving-picture machine, a special operator, or as being in charge of hoisting apparatus, must come before the Board of examiners. He must give information regarding the duration of his service at his then employment, and also give satisfactory information regarding his conduct and sobriety. R. S. 1941, c. 172, s. 31.

Examination.

Programme.

32. Le bureau des examinateurs peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, décréter que le Code électrique national (*National Electrical Code*) ou le Code électrique canadien (*Canadian Electrical Code*) serve, l'un ou l'autre, de base pour l'élaboration du programme des examens ainsi que pour la rédaction des formules et des questionnaires dont se servent les examinateurs pour l'examen des aspirants. Le code électrique choisi servira de base d'appli-

32. The Board of examiners may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, prescribe that the National Electrical Code or the Canadian Electrical Code shall, either the one or the other, serve as a basis in drafting the examination programme, as well as the forms and questionnaires to be used by the examiners upon the examination of candidates. The electrical code selected shall serve as a basis in applying the law and the Board of examiners may amend or change it, with

Programme.

cation de la loi, et le bureau des examinateurs pourra, avec l'approbation du ministre, le modifier ou le changer quand, pour rencontrer des conditions spéciales, un tel procédé leur semble dans l'intérêt général. S. R. 1941, c. 172, a. 32.

Démonstrations.

33. Les examinateurs peuvent, pour fins de classification, exiger des candidats une démonstration pratique aussi bien que théorique en rapport avec leur examen. S. R. 1941, c. 172, a. 33.

the approval of the Minister, when, to meet special conditions, such a proceeding seems to them to be in the general interest. R. S. 1941, c. 172, s. 32.

33. The examiners may, for the purpose of classification, require from the candidates a practical as well as a theoretical demonstration in connection with their examination. R. S. 1941, c. 172, s. 33.

Demonstration.

SECTION VII

PÉNALITÉ

Peines.

34. Les personnes suivantes sont passibles, pour une première offense, en sus des frais, d'une amende minimum de dix dollars par jour et d'une amende maximum de cinquante dollars par jour ou d'un emprisonnement de huit jours, ou de l'amende et de l'emprisonnement, à la discrétion de la cour; et, pour une deuxième offense ou pour toute offense subséquente, en sus des frais, d'une amende de cinquante dollars par jour ou d'un mois d'emprisonnement, ou de l'amende et de l'emprisonnement, à la discrétion de la cour:

1° Toute compagnie, association, corporation ou personne qui:

a) Fait affaires, entreprend (licences « A » et « B ») ou fait des travaux d'installation électrique (licence « C »), prend charge d'une machine pour la production de vues animées (licence « D »), fait des travaux de réfection et d'entretien dans l'établissement où elle est employée (licence « E ») ou est préposée à la conduite de machines mues par l'électricité (licence « F »), sans détenir la ou les licences requises par la présente loi;

b) A ou prend à son emploi quelqu'un qui n'est pas muni de licence, tel qu'exigé par la présente loi;

c) Néglige ou refuse de soumettre à l'approbation du bureau des examinateurs les plans d'une installation électrique proposée dans un édifice visé par l'article 3 de la présente loi ainsi que ceux d'une installation de système de chauffage, ou qui commence les travaux d'installation avant d'avoir obtenu l'approbation des plans;

DIVISION VII

PENALTIES

34. The following shall be liable, for a first offence, in addition to the costs, to a minimum fine of ten dollars per day and a maximum fine of fifty dollars per day, or to imprisonment for eight days, or to both fine and imprisonment at the discretion of the court, and, for the second or any subsequent offence, in addition to the costs, to a fine of fifty dollars per day or to one month's imprisonment, or to both fine and imprisonment at the discretion of the court:

(1) Every company, association, corporation or person who or which:

(a) Does business, contracts for (licenses "A" and "B"), or does electrical installation work (license "C"), takes charge of a moving-picture machine (license "D"), does repair or maintenance work in the establishment in which he is employed (license "E"), or is in charge of the operating of electrical machinery (license "F"), without the license or licenses required by this act;

(b) Has or takes into its or his employ any person unprovided with the license prescribed by this act;

(c) Neglects or refuses to submit, for the approval of the Board of examiners, the plans for a proposed electrical installation in a building covered by section 3 of this act, as well as those for installing a heating system, or who begins installation work before obtaining approval of the plans;

Penalties.

d) Commence ou permet le commencement de travaux d'installation électrique sans avoir obtenu au préalable le permis prévu à l'article 4 de la présente loi;

e) Offre en vente, vend ou utilise dans les installations électriques des matériaux, accessoires et appareils autres que ceux prescrits suivant l'article 10 de la présente loi;

2° Toute compagnie, association, corporation ou personne qui:

a) Néglige ou refuse de verser les honoraires exigibles sous réserve toutefois du recours prévu par l'article 41, qui peut être exercé indépendamment de la poursuite pour contravention au présent sous-paragraphe;

b) Raccorde une installation électrique contrairement aux dispositions de l'article 6 de la présente loi;

c) Néglige ou refuse d'enlever le raccord d'une installation électrique, tel que prévu à l'article 9 de la présente loi;

d) Perçoit des honoraires contrairement aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 27 de la présente loi; et

e) Néglige d'afficher le permis, tel que prévu à l'article 4;

f) Néglige ou refuse d'inscrire auprès du bureau des examinateurs électriciens, dans les trente jours qui suivront son entrée en service, tout apprenti qu'elle aura pris à son emploi; et,

3° Toute personne qui entrave, moleste ou dérange un inspecteur ou tout autre fonctionnaire ou employé ou qui intervient dans l'exécution de ses devoirs. S. R. 1941, c. 172, a. 34.

(d) Begins or allows electrical installation work to be begun without having previously obtained the permit required by section 4 of this act;

(e) Offers for sale, sells or utilizes, in electrical installations, materials, accessories or apparatus, other than those prescribed according to section 10 of this act;

(2) Every company, association, corporation or person who or which:

(a) Neglects or refuses to pay the fees exigible under reserve, however, of the recourse contemplated by section 41, which may be exercised independently of the prosecution for infringement of this sub-paragraph;

(b) Connects an electrical installation contrary to the provisions of section 6 of this act;

(c) Neglects or refuses to sever the connection with an electrical installation, as provided in section 9 of this act;

(d) Collects fees contrary to the provisions of subsection 6 of section 27 of this act; and

(e) Neglects to post up the permit, as provided by section 4;

(f) Neglects or refuses to register with the board of examining electricians, within the thirty days following his entry into service, every apprentice taken into the employ of such company, association, corporation or person; and

(3) Every person who hinders, molests or embarrasses an inspector or any other officer or employee, or who interferes in the performance of his duties. R. S. 1941, c. 172, s. 34.

Non-renouvellement.

35. Toute personne, compagnie, association ou corporation, détentrice d'une licence « A » ou « B », selon le cas, qu'elle n'a pas renouvelée, tel que prévu à l'article 25 de la présente loi, est passible d'une amende de dix dollars. S. R. 1941, c. 172, a. 35.

■ 35. Every person, company, association or corporation holding the license "A" or "B", as the case may be, which has not been renewed, as provided in section 25 of this act, shall be liable to a fine of ten dollars. R. S. 1941, c. 172, s. 35.

Non-renewal of licenses.

Idem.

36. Toute personne, détentrice d'une licence autre que celles prévues à l'article précédent, qu'elle n'a pas renouvelée, tel que prévu à l'article 25 de la présente loi, est passible d'une amende de cinq dollars. S. R. 1941, c. 172, a. 36.

36. Every person holding any license other than those mentioned in the preceding section which he has not renewed, as provided in section 25 of this act, shall be liable to a fine of five dollars. R. S. 1941, c. 172, s. 36.

Id., of other licenses.

Solidarité.

37. Les propriétaires d'édifices publics, les titulaires, marguilliers ou syndics-propriétaires d'églises ou d'édifices servant d'églises en vertu de la Loi des terrains de congrégations religieuses (chap. 306), et tous autres possédant des églises ou édifices servant d'églises en vertu de toute autre loi, sont conjointement et solidairement tenus responsables avec le maître ou l'entrepreneur électricien de toute infraction à la présente loi d'après les dispositions de l'article 34, et sont conjointement et solidairement passibles des pénalités prévues dans ledit article. S. R. 1941, c. 172, a. 37.

Certificats et licences non transférables.

38. Nul certificat ou licence émis en vertu de la présente loi et des règlements qui y sont édictés, ne peut être transféré ou cédé; et lesdits certificats ou licences peuvent être suspendus ou révoqués pour des causes suffisantes par le bureau des examinateurs. Cette suspension ou révocation est cependant sujette à appel devant le ministre dont la décision est finale. S. R. 1941, c. 172, a. 38.

Révocation de licences.

39. S'il est démontré qu'un entrepreneur, une compagnie, corporation ou association emploie une personne non licenciée pour l'installation de l'électricité, ou si cette installation est faite contrairement aux règlements établis à cet effet, ou si la licence a été obtenue sous de fausses représentations, cette licence de tel entrepreneur, compagnie, corporation ou association peut être suspendue ou révoquée. S. R. 1941, c. 172, a. 39.

37. Owners of public buildings, titu-

Joint liability.

38. No certificate or license, issued under this act or the regulations enacted thereunder, may be transferred or conveyed; and every such license and certificate may be suspended or cancelled by the board of examiners for sufficient reasons. Such suspension or cancellation shall, however, be subject to appeal to the Minister and his decision shall be final. R. S. 1941, c. 172, s. 38.

Certificate or license not transferable.

39. If it be proved that a contractor, company, corporation or association employs an unlicensed person for electrical installation, or if such installation is done contrary to the regulations established therefor, or if the license was obtained under false representations, the license of such contractor, company, corporation or association may be suspended or cancelled. R. S. 1941, c. 172, s. 39.

Cancellation of licenses.

SECTION VIII

DIVISION VIII

DE LA JURIDICTION DE CERTAINS TRIBUNAUX ET DE LA PROCÉDURE

JURISDICTION OF CERTAIN COURTS AND PROCEDURE

Poursuites.

40. 1. Toutes les poursuites pour contravention à la présente loi et aux règlements sont intentées par l'inspecteur devant un juge des sessions dans la cité de Québec et la ville de Montréal, ou devant le juge de district ou un juge de paix du lieu où la contravention a été commise, dans toute autre partie de la province.

Procédure.

2. La procédure suivie dans telle poursuite est celle prescrite par la Loi des poursuites sommaires (chap. 35).

40. (1) All prosecutions for violation of this act or of the regulations shall be brought by the inspector before a judge of the Sessions in the cities of Quebec and Montreal, or before the district judge or a justice of the peace of the place where the offence was committed, if in any other part of the Province.

Prosecutions.

(2) The procedure to be followed in such cases shall be that prescribed by the Summary Convictions Act (Chap. 35).

Procedure.

Prescription.

3. Aucune poursuite ne peut être intentée pour infraction à la loi et aux règlements à l'expiration de six mois après que cette infraction est portée à la connaissance de l'inspecteur.

(3) No prosecution shall be brought, for any infringement of the law or of the regulations, after six months from the time such infringement came to the knowledge of the inspector.

Preuve.

4. Aucune preuve n'est permise pour établir qu'une poursuite a été intentée à la suite d'une plainte d'un dénonciateur ou pour découvrir l'identité de ce dernier. S. R. 1941, c. 172, aa. 40 et 4a; 6 Geo. VI. c. 48. aa. 6 et 7; 13 Geo. VI, c. 20, a. 3; 1-2 Eliz. II. c. 29, a. 20.

(4) No evidence shall be admitted to establish that any prosecution has been taken as the result of the complaint of an informer or to discover the identity of the latter. R. S. 1941, c. 172, ss. 40 and 40a; 6 Geo. VI, c. 48. ss. 6 and 7; 13 Geo. VI, c. 20, s. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Réception des honoraires.

41. Les honoraires exigibles en vertu de la présente loi peuvent être réclamés, par action ordinaire au nom de Sa Majesté, devant un tribunal de juridiction civile compétente, sans préjudice de la poursuite pour contravention au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° de l'article 34. S. R. 1941, c. 172, a. 41.

41. The fees exigible in virtue of this act may be claimed, by ordinary suit in the name of Her Majesty, before any tribunal of competent civil jurisdiction, without prejudice to the prosecution for infringement of sub-paragraph *a* of paragraph 2 of section 34. R. S. 1941, c. 172, s. 41.

SECTION IX

DES INSPECTEURS ET DU SECRÉTAIRE

Inspecteurs.

42. Dans le but d'assurer l'observance de la loi et des règlements en ce qui concerne les installations électriques, et en vue de constater si les personnes visées par la présente loi possèdent des licences et se conforment à la loi et aux règlements, il peut être ajouté un nombre d'inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons électriciens dont le travail sera de faire des inspections dans tous les édifices de la province, faire connaître la loi aux intéressés et signaler aux examinateurs les contraventions qu'ils constatent. S. R. 1941, c. 172, a. 42; 6 Geo. VI, c. 48, a. 8.

42. In order to ensure the observance of the law and regulations regarding electrical installations, and to ascertain whether the persons contemplated under this act hold the licenses and comply with the law and the regulations, there may be added a number of inspectors duly qualified as journeymen electricians, whose work shall consist in making inspections in all the buildings of the Province, in making the law known to the interested parties and reporting to the examiners whatever infringements they may establish. R. S. 1941, c. 172, s. 42; 6 Geo. VI, c. 48, s. 8.

Inspecteurs en chef.

43. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer parmi les inspecteurs ci-dessus mentionnés, deux inspecteurs en chef, dont les devoirs seront de diriger, sous le contrôle des examinateurs, le travail des inspecteurs. S. R. 1941, c. 172, a. 43; 6 Geo. VI, c. 48, a. 9.

43. The Lieutenant-Governor in Council may appoint, from the above-mentioned inspectors, two chief inspectors whose duty it shall be to direct, under the control of the examiners, the work of the inspectors. R. S. 1941, c. 172, s. 43; 6 Geo. VI, c. 48, s. 9.

Secrétaire.

44. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un secrétaire pour le bureau des examinateurs dont les devoirs consisteront dans la direction des travaux de cléricature et de comptabilité ainsi que les autres détails des divers services du bureau des examinateurs, sous le contrôle

44. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a secretary to the Board of examiners whose duties shall consist of the direction of the clerical and accounting work and the other details of the various services of the board of examiners, under the control and direction of the examiners.

et la direction des examinateurs. S. R. 1941, c. 172, a. 44; 6 Geo. VI, c. 48, a. 10.

Bureau
d'avi-
seurs.

45. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un bureau d'aviseurs auprès du bureau des examinateurs électriciens; lesdits aviseurs, représentant les corporations et associations intéressées dans l'industrie de l'électricité, auront le devoir de collaborer avec les examinateurs électriciens selon le mode qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir. S. R. 1941, c. 172, a. 45.

45. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Board of advisers to the Board of examining electricians; the said advisers representing the corporations and associations interested in the electrical industry shall have the duty of collaborating with the examining electricians in such manner as it may please the Lieutenant-Governor in Council to establish. R. S. 1941, c. 172, s. 45.

Extinc-
teurs.

46. Les inspecteurs peuvent prescrire que des appareils d'extinction nécessaires pour combattre un commencement d'incendie seront installés aux endroits qu'ils jugeront les plus convenables pour la sécurité de l'édifice ou les y faire installer eux-mêmes en cas de négligence de se conformer aux ordonnances. S. R. 1941, c. 172, a. 46.

46. The inspectors may order that fire-extinguishers for arresting incipient fires be put in the places they deem the best for the safety of the building, or may have them put in themselves in case of negligence in complying with such orders. R. S. 1941, c. 172, s. 46.

SECTION X

DES RÈGLEMENTS

Règle-
ments.

47. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tous les règlements nécessaires pour la mise à exécution de la présente loi et ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 172, a. 47.

DIVISION X

REGULATIONS

47. The Lieutenant-Governor in Council may make all the regulations required for carrying out this act, and such regulations shall come into force from and after their publication in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 172, s. 47.